

**INSTAURANT D'UN RÉGIME DE PRIORITÉ ET  
UNE INTERDICTION DE TOURNER**

**LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-25, R.412-26 et R.415-7 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 15 octobre 2004 réglementant le régime de priorité au carrefour formé par la rue Arribes et la rue Castetnau ;

Considérant une erreur de rue pour le carrefour concerné ;

Considérant que les travaux de réaménagement réalisés ne permettent plus la giration des poids lourds ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics d'instaurer un régime de priorité à l'intersection formée par la rue Castetnau avec elle même et d'instaurer une interdiction de tourner à gauche pour les poids lourds ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – L'arrêté municipal en date du 15 octobre 2004 qui réglementait le régime de priorité au carrefour formé par la rue Arribes et la rue Castetnau est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 2** – Les conducteurs de tous les véhicules circulant rue Castetnau, dans le prolongement de la rue Arribes, doivent céder le passage aux véhicules roulant rue Castetnau et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

**ARTICLE 3** – Les conducteurs des véhicules, dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 3 tonnes 5, circulant rue Castetnau, dans le prolongement de la rue Arribes, ont l'interdiction de tourner à gauche.

**ARTICLE 4** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

**ARTICLE 5** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 03/07/2024

Fait à Pau, le 01 juillet 2024